



RCS : GRENOBLE
Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 01623
Numéro SIREN : 524 787 769
Nom ou dénomination : HOLDING LEMAGNY

Ce dépôt a été enregistré le 15/01/2013 sous le numéro de dépôt A2013/000455

TRIBUNAL DE COMMERCE

DE CLAIRS

13000

Cause n°

455

HOLDING LEMAGNY

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 10 000 EUROS
SIEGE SOCIAL: 8 CHEMIN DE LA PLAINE
ZA DES BAUCHES 38640 CLAIX**

STATUTS

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE – EXERCICE SOCIAL

Article 1er – FORME

Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts, le code de commerce (appelé aux présentes “le code”), ainsi que par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 2- OBJET

La société a pour objet, en France comme à l'étranger:

- la prise de participations de la société par tous moyens dans toutes entreprises ou sociétés, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou encore de location gérance;
- la gestion, l'administration, la mise en valeur et la cession de ses participations;
- la réalisation de toutes prestations de services à ses filiales dans les domaines administratif, financier, et du management;
- l'acquisition de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis;
- la mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail ou autrement, de tous terrains et immeubles ainsi acquis ou édifiés, dont elle aura la propriété ou la jouissance;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Article 3- DENOMINATION

La dénomination de la société est:

“HOLDING LEMAGNY”

Dans tous tes actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement “société à responsabilité limitée” ou des initiales « S.A.R.L. » et de l’indication du lieu du siège social et du montant du capital social.

Le siège social est fixé à:

CLAIX (38640) 8 chemin de la Plaine, ZA des Bauches.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, sous réserve s’il n’est pas associé de ratification par l’associé unique ou en cas de pluralité d’associé par ta prochaine assemblée statuant aux conditions prévues pour les décisions ordinaires, et en tout autre lieu suivant décision de l’associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à soixante (60) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Avant l’arrivée du terme, l’associé unique ou la collectivité des associés décidera dans les conditions de l’article 26 ci-après si la société doit être prorogée.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L’exercice social commence le 1er juillet et se termine le 30 juin de chaque année. Le premier exercice social sera clos le 30 juin 2011.

TITRE II

CAPITAL- PARTS SOCTALES

Article 7 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport par Monsieur François LEMAGNY de 5 000 euros représentant des apports en numéraire, réalisés pour 1 000 € au moyen de fonds propres reçus de la succession de Madame Paulette LEMAGNY, né DURET aux termes de l'acte de partage en date du 25 octobre 2007 ; et pour 4 000 € au moyen de dividendes distribués par la SARL HOLDING LEMAGNY.

Suivant décision de l'associé unique en date du 13 décembre 2012, le capital social a été augmenté de 5 000 euros, outre une prime d'apport de 302 800 €, au moyen de l'apport effectué par Monsieur François LEMAGNY de la pleine propriété de CINQ CENTS (500) parts sociales, numérotées de 2 à 502, de la SARL « LES REVETEMENTS ALPINS », société au capital social de 50 000 € dont le siège social est sis 8 chemin de la Plaine 38640 CLAIX, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 488 080 409, lesdits biens étant évalués à la somme de 307 802 euros, ramené à 307 800 euros.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à DIX MILLE EUROS (10 000 €)

Il est divisé en 1 000 parts sociales de 10 euros chacune, outre une prime d'apport de 302 800 € entièrement libérées, et attribuées en totalité à Monsieur François LEMAGNY, associé unique.

Article 9- MODIFICATION DU CAPITAL

I - Augmentation du capital

1. Modalités

L'associé unique peut décider d'augmenter en une ou plusieurs fois par voie d'apports en nature ou en numéraire ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes. Les parts nouvelles peuvent être souscrites soit par l'associé unique, soit par des tiers la société devenant pluripersonnelle.

A peine de nullité de l'opération, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription par l'associé unique ou un tiers de nouvelles parts à libérer en numéraire. La libération des apports en numéraire pourra être effectuée par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

En cas de pluralité d'associés la décision d'augmenter le capital en une ou plusieurs fois sera prise par décision collective des associés aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les modifications statutaires; en cas de tenue d'une assemblée celle-ci sera de nature extraordinaire.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2. Souscriptions en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts doivent faire l'objet d'un dépôt à la caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Lorsqu'il n'y a pas eu de nomination de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, le ou les gérants de la société et les personnes ayant souscrit à l'augmentation du capital sont solidairement responsables pendant cinq (5) ans à l'égard des tiers de la valeur actualisée aux dits apports.

Les parts représentatives d'apports en nature doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création.

Les parts représentant des apports en numéraire doivent être libérées en totalité lors de la souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

3. Apporteurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs, le conjoint de l'apporteur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises

A cet effet, il doit être informé de cet apport; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

4. Droit préférentiel de souscription

En présence d'une pluralité d'associés et en cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés dispose, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, d'un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital. Ce droit préférentiel de souscription peut être cédé sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions de l'article 12 ci-après.

Ce droit sera exercé ou supprimé dans les conditions fixées par la décision collective des associés; un associé peut renoncer individuellement à ce droit.

II - Réduction de capital social

Le capital social peut être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre de parts.

Toute réduction de capital sera décidée par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés prise aux conditions de quorum et majorité prévues pour les modifications statutaires, en se conformant aux prescriptions de l'article L.223-34 du code de commerce.

En aucun cas, la réduction de capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

III - Rompus

Lors de toute augmentation ou réduction de capital, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou de droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article 10 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Outre leurs apports, les associés auront la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser ou laisser à disposition de la société, en compte courant, toutes sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Ces sommes seront inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants d'associés ne doivent jamais être débiteurs, et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront arrêtées par l'associé unique ou déterminées, par décision collective ordinaire des associés, soit par convention intervenue directement entre le gérant et le déposant et soumise à l'approbation de l'associé unique ou de la décision collective ordinaire des associés.

Les intérêts des comptes courants seront perçus au maximum dans la limite des intérêts légaux fiscalement déductibles et portés dans les frais généraux de la société.

Article 11- PARTS SOCIALES

I - Représentation des parts sociales

La société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

II - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement des parts, l'usufruitier exerce seul le droit de vote pour toutes les décisions collectives qualifiées d'ordinaires et le nu-propiétaire exerce le droit de vote et est pris en compte pour le calcul du quorum pour toutes les décisions collectives emportant modification des statuts. Cette répartition du droit de vote ne préjuge pas de la qualité d'associé.

Dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales et d'être informé.

III - Droits attribués aux parts

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Chaque part sociale donne droit à la même somme nette dans la répartition des bénéfices et produits au cours de la société et dans la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives régulièrement adoptées par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

IV - Information des associés

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, indiquant la répartition des parts sociales. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des commissaires aux comptes en exercice.

V - Nantissement des parts

Les parts sociales ne peuvent être données en nantissement que si elles ont été intégralement libérées. Dans ce cas, le débiteur reste associé et exerce le droit de vote attaché à ces parts.

Ce nantissement devra être publié sur un registre spécial dans les conditions prévues par l'article 2338 du code civil et son décret d'application.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément de l'adjudicataire en cas de vente en justice ou de l'attributaire judiciaire ou conventionnel des parts nanties à moins que la société ne préfère, après la cession ou l'attribution, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital selon l'article 2346 du code civil.

VI- Obligations nominatives

Si la société est légalement tenue d'avoir un Commissaire aux comptes et que les comptes des trois derniers exercices de douze mois ont été régulièrement approuvés, elle pourra émettre des obligations nominatives, dans les conditions et sous les réserves édictées par la réglementation en vigueur, sans pour autant pouvoir faire appel public à l'épargne.

L'émission des obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires. Si le capital de la société est entièrement libéré, l'assemblée générale peut déléguer au gérant le pouvoir de procéder à l'émission des obligations nominatives.

Une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information sont mis à la disposition des souscripteurs lors de chaque émission.

Pour la défense de leurs intérêts, les obligataires sont regroupés en une masse dotée de la personnalité morale et représentée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, sans que les représentants puissent être plus de trois, et sont appelés à se réunir en assemblée générale, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

Article 12- CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1. Forme de la cession

Les parts sociales ne peuvent être cédées que si elles ont été intégralement libérées.

Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte sous seings privés ou notarié.

Elle n'est opposable à la société qu'après qu'elle lui ait été signifiée ou qu'elle l'ait acceptée dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil, ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession de parts au siège social, contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2. Cessions de l'associé unique

Les cessions de parts sociales propriété de l'associé unique sont libres.

3. Agrément des cessions en cas de pluralité d'associés

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés peuvent également donner leur agrément en donnant tous leur consentement dans l'acte de cession qui sera signé entre le cédant et le cessionnaire

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, soit à la société, soit à l'un des associés, prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

4. Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société, ou fixé par accord unanime des associés.

En cas d'expertise dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code Civil, le cédant peut renoncer à son projet de cession à défaut d'accord sur le prix fixé par l'expert.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette (ou ces) prolongation(s) puisse(nt) excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 223-2 du code de commerce, relatives à la réduction du capital en dessous du minimum légal seront respectées.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, à la condition qu'il possède les parts qui en font l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il ne les aient recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint ou par un ascendant ou descendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'associé cédant ne peut se prévaloir des dispositions ci-dessus concernant le rachat de ses parts, et, en cas de refus d'agrément, il restera propriétaire des parts, objet de la cession projetée.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession ou d'apport y compris aux opérations de transmission universelle, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts entre vifs à titre gratuit.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1. Transmission par décès de l'associé unique

En cas de décès de l'associé unique, la société continue entre les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant.

Pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, les héritiers, ayants droit ou conjoint doivent justifier de leur identité personnelle et de leur qualité héréditaire, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant cette qualité.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint, au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, et éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts ne pourront être valablement exercés que par un mandataire commun chargé de les représenter, désigné dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts.

2. Transmission par décès en cas de pluralité d'associés

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers, les ayants droits et éventuellement le conjoint survivant de l'associé décédé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les conditions fixées ci-dessus en cas de cession, pour l'agrément d'un tiers non encore associé,

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant doivent justifier de leur identité personnelle et de leur qualité héréditaire, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant cette qualité. Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, faisant part du décès, mentionnant les noms et qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, afin que les associés se prononcent sur leur agrément. La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires.

A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers ou ayants droit ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

3. Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre l'associé et son conjoint, les parts sont librement transmissibles.

III - Incapacité, interdiction, faillite ou déconfiture d'un associé

L'incapacité, l'interdiction, la faillite personnelle ou la déconfiture de l'associé unique n'entraînent pas la dissolution de la société.

TITRE III - GERANCE

Article 13- GERANCE

La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales et pour une durée limitée ou non.

La gérance de la société est assurée par:

- Monsieur François LEMAGNY,
demeurant à HAUTE .IARRIE (38560) 116 Chemin de l'Aragna,

pour une durée indéterminée.

Article 14- POUVOIRS DE LA GERANCE

Conformément au code de commerce, le gérant ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, aura vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut accomplir tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant associé unique a en toute circonstance les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et dans l'intérêt de la société.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Le gérant est expressément habilité à mettre les statuts de la société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision collective des associés prise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les modifications statutaires, décision dite extraordinaire.

Article 15- DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1. Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision qui les nomme.

2. Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par celle des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Un gérant peut démissionner sans avoir à motiver sa décision unilatérale mais sous réserve d'en informer trois mois avant le ou les associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3. Nomination d'un nouveau gérant

L'associé unique ou la collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonctions, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

En cas de décès du gérant unique, tout associé ou le Commissaire aux comptes de la société peut convoquer l'assemblée des associés, à la seule fin de remplacer le gérant décédé un délai réduit à huit jours.

Article 16- REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés par une décision ordinaire de ceux-ci. Toute modification ne peut intervenir que dans les mêmes conditions. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 17- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par l'article L.223-19 du code de commerce.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

2- Lorsque la société unipersonnelle n'est pas pourvue de commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique. Le gérant devra établir un rapport et la décision sera transcrite sur le registre des décisions. Si la société est pourvue d'un commissaire aux comptes celui-ci présente à l'associé unique un rapport spécial sur ces conventions.

3 - Les conventions conclues entre la société et l'associé unique, gérant ou non font seulement l'objet d'une mention au registre des décisions; en indiquant la nature et l'objet de chaque convention, les modalités essentielles et notamment le prix ou tarif, les ristournes et commissions consenties, les délais de paiement, les sûretés éventuelles.

4 - En cas de pluralité d'associés, la gérance ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

5 - Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 18- RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation du préjudice personnellement, les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article L. 223-22 du code de commerce. Ces actions en responsabilité se prescrivent par trois ans à compter du fait dommageable ou de sa révélation.

En cas d'ouverture d'une procédure sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 223-24 du code de commerce.

TITRE IV

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DECISIONS COLLECTIVES

Article 19- DECISIONS PRISES PAR L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par le code à la collectivité des associés. Il ne peut en aucun cas déléguer ces pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

Si l'associé unique n'est pas gérant, ce dernier doit adresser à l'associé unique un mois au moins avant l'expiration du délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice social: le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes. Ils doivent, en outre, tenir l'inventaire à sa disposition au siège social.

A compter de cette communication, l'associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre.

L'associé unique non gérant peut à toute époque de l'année exercer son droit de communication dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles R.223-14 et R.223-15 du code de commerce.

Article 20- DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Les décisions collectives sont prises à l'initiative de la gérance soit en assemblée, soit par consultation écrite ou peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, sauf lorsque le code impose la tenue d'une assemblée, toutefois les décisions annuelles relatives à l'approbation des comptes sont obligatoirement prises en assemblée.

La tenue des assemblées ainsi que les consultations écrites s'organisent dans les conditions prévues par le code de commerce.

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts ou l'agrément de nouveaux associés.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont alors prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sauf pour les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de gérants qui doivent toujours être décidées sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation ou réunion.

Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés présents ou représentés possédant au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales, et sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Dans l'un ou l'autre des deux cas, les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins la majorité des deux tiers des parts sociales; ces règles s'appliquent aux décisions extraordinaires prises en assemblée ou par voie de consultation écrite.

Toutefois, l'agrément de nouveaux associés, prévu à l'article 12 des présents statuts, est soumis aux conditions de majorité prévues audit article.

Par exception, la décision d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 21— INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices: comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. Il peut en outre obtenir au siège social une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande; la société doit y annexer la liste des gérants, et le cas échéant des commissaires aux comptes en exercice.

L'assemblée annuelle statuant sur les comptes sociaux ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication à l'associé non gérant ou aux associés des documents visés à l'article 22 ci-après.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée en justice par l'associé unique. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

En cas de pluralité d'associés, la même demande peut être faite par un ou plusieurs associés représentant, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, au moins le dixième du capital social.

Tout associé non gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse de la gérance est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 22- COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination de commissaires aux comptes peut être décidée par décision de l'associé unique ou par décision ordinaire des associés en cas de pluralité d'associés. Dans ce dernier cas, elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 23- COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément au code et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle établit le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

La gérance établit également un rapport écrit de gestion exposant au moins la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et développement; ce rapport contiendra en outre toutes les informations et mentions exigées par les textes en vigueur liées notamment à la taille, à l'activité de la société et de ses filiales s'il y a lieu. Ce rapport de gestion établi par le gérant associé unique est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande; il n'a pas à être déposé au greffe.

Article 24- AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "Réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant après rapport des commissaires aux comptes dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. Lorsque l'associé unique est seul gérant de la société, le dépôt au registre du commerce et des sociétés, dans le même délai, de l'inventaire et des comptes annuels, dûment signés, vaut approbation des comptes ; cet associé unique mentionnera sur le registre la décision qu'il aura prise concernant l'affectation du résultat, sans être tenu de porter sur ce registre le récépissé du dépôt de ces documents.

En cas de pluralité d'associés, ceux-ci réunis en assemblée doivent approuver les comptes de l'exercice, le rapport de gestion de la gérance et l'inventaire dans les six mois de la clôture de l'exercice, ou en cas de prolongation, dans le délai fixé par le président du tribunal de commerce. Les comptes annuels, le rapport de gestion, le texte des résolutions proposées et s'il y a lieu le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels sont adressés par la gérance aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée annuelle celle-ci ne pouvant se tenir avant l'expiration de ce délai de communication. A compter de l'envoi de ces documents tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant est tenu de répondre au cours de l'assemblée.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à l'associé unique ou aux associés sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, l'associé unique ou la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'il juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont il règle l'affectation.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

Article 25 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter l'associé unique ou les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives extraordinaires, à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la décision prise par l'associé unique ou la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si l'associé unique ou les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 26- DISSOLUTION

1. Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision extraordinaire de l'associé unique ou des associés afin de décider si la société doit être prorogée.

2. Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision extraordinaire de l'associé unique ou des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par l'article L.223-42 du code de commerce.

Article 27- LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "société en liquidation". L'associé unique personne physique doit nommer un liquidateur qui peut être lui-même et procéder ou faire procéder aux opérations de liquidation. Les comptes de liquidation et la décision de clôture seront publiés dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Lorsque l'associé unique est une personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'associés, le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution. Les gérants peuvent être désignés liquidateurs. La liquidation interviendra dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions générales sur la liquidation du code de commerce (c.com. art. L237-1 à L.237-13)

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

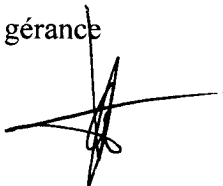
Après remboursement des apports, le boni de liquidation sera attribué à l'associé unique personne physique, en cas de pluralité d'associés il sera réparti entre eux proportionnellement à leur nombre de parts

Article 28- CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés ou entre la société et les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Statuts mis à jour le 13 décembre 2012

La gérance

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
GRENOBLE



1069196

Dénomination : HOLDING LEMAGNY
Adresse : 8 chemin de la Plaine ZA Des Bauches 38640 Claix -
FRANCE-
n° de gestion : 2010B01623
n° d'identification : 524 787 769
n° de dépôt : A2013/000455
Date du dépôt : 15/01/2013

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 13/12/2012



1069196

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au CHEFFE le :

13 DEC 2012
Sous le N° 433

HOLDING LEMAGNY
Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social : 8 CHEMIN DE LA PLAINE
ZA DES BAUCHES
38640 CLAIX
RCS GRENOBLE 524 787 769

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 13 DECEMBRE 2012

L'an DEUX MILLE DOUZE,
Le 13 DECEMBRE 2012, A 14 Heures,
Au siège social à CLAIX,

Monsieur François LEMAGNY, demeurant 116 chemin de l'Aragna 38560 JARRIE,

Propriétaire de la totalité des 500 parts sociales de 10 euros composant le capital social de la société HOLDING LEMAGNY,

Associé unique de ladite Société,

Après avoir pris connaissance du rapport de la gérance,

A pris les décisions suivantes :

- Approbation d'un apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social de 5 000 euros par apport en nature, outre une prime d'apport de 302 800 €,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- d'un contrat d'apport en date à CLAIX du 16 novembre 2012 aux termes duquel il fait apport à la Société de **la pleine propriété de CINQ CENTS (500) parts sociales, numérotées de 2 à 502, de la SARL « LES REVETEMENTS ALPINS »**, société au capital social de 50 000 € dont le siège social est sis 8 chemin de la Plaine 38640 CLAIX, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 488 080 409, lesdits biens étant évalués à la somme de 307 802 euros, ramené à 307 800 euros, annexé aux présentes;
- du rapport de Madame Isabelle BERLIOZ, commissaire aux apports désigné par l'associé unique en date du 14 Novembre 2012, annexé aux présentes;

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de la gérance et du commissaire aux apports, décide à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la première résolution d'augmenter le capital social de CINQ MILLE EUROS (5 000 €), outre une prime d'apport de 302 800 € pour le porter de CINQ MILLE EUROS (5 000 €) à DIX MILLE EUROS (10 000 €), au moyen de la création de 500 parts sociales d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées et attribuées à l'apporteur en rémunération de son apport.

Les parts sociales nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux parts anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

TROISIEME DECISION

En conséquence de la décision qui précède, l'associé unique constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital et décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts:

« ARTICLE 7 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport par Monsieur François LEMAGNY de 5 000 euros représentant des apports en numéraire, réalisés pour 1 000 € au moyen de fonds propres reçus de la succession de Madame Paulette LEMAGNY, né DURET aux termes de l'acte de partage en date du 25 octobre 2007 ; et pour 4 000 € au moyen de dividendes distribués par la SARL HOLDING LEMAGNY.

Suivant décision de l'associé unique en date du 13 décembre 2012, le capital social a été augmenté de 5 000 euros, outre une prime d'apport de 302 800 €, au moyen de l'apport

u

effectué par Monsieur François LEMAGNY de la pleine propriété de CINQ CENTS (500) parts sociales, numérotées de 2 à 502, de la SARL « LES REVETEMENTS ALPINS », société au capital social de 50 000 € dont le siège social est sis 8 chemin de la Plaine 38640 CLaix, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 488 080 409, lesdits biens étant évalués à la somme de 307 802 euros, ramené à 307 800 euros.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à DIX MILLE EUROS (10 000 €)

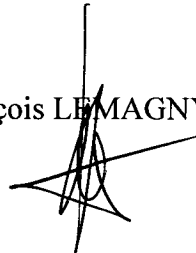
Il est divisé en 1 000 parts sociales de 10 euros chacune, outre une prime d'apport de 302 800 € entièrement libérées, et attribuées en totalité à Monsieur François LEMAGNY, associé unique. »

QUATRIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

François LEMAGNY

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'François LEMAGNY', written over the printed name. The signature is stylized and somewhat abstract, with a vertical line extending upwards from the top of the name.

**CONTRAT D'APPORT
DE TITRES**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

-Monsieur François LEMAGNY,
né le 14 août 1970 à ST MARTIN D'HERES,
de nationalité française,

Ci-après dénommé "l'apporteur",

et

-Madame Isabelle COMPARATO, son épouse,
née le 03 février 1973 à Saint Martin d'Hères
de nationalité française,
à laquelle il est marié depuis le 14 juin 2003 sous le régime légal de la communauté légale à
défaut de contrat de mariage, en la mairie de SEYSSINET PARISSET,
demeurant ensemble 116 Chemin de l'Aragna 38560 JARRIE,

D'une part,

ET

La société HOLDING LEMAGNY,
Société à responsabilité limitée,
Au capital de 5 000 euros,
Ayant son siège social 8 CHEMIN DE LA PLAINE, ZA DES BAUCHES, 38640 CLAIX,
Immatriculée au RCS de Grenoble sous le numéro 524 787 769, représentée par Monsieur
François LEMAGNY, gérant associé, régulièrement habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée "la société bénéficiaire",

D'autre part,

R
IC

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1/ Par acte sous seing privé en date CLAIX du 12 décembre 2005 a été constitué une SARL dont la dénomination est: « **LES REVETEMENTS ALPINS** », dont le siège social est sis 8 chemin de la Plaine 38640 CLAIX, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 488 080 409.

Ladite société a été constituée pour une durée de 60 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et a pour objet social, l'exercice, en France et à l'étranger, de toutes activités de :

« Achat vente négoce et pose de tous revêtements de sol et muraux et leurs annexes ; l'importation et l'exportation desdits revêtement ».

La société HOLDING LEMAGNY est titulaire de 49 % des parts sociales de la société LES REVETEMENTS ALPINS pour les avoir acquises en date du 29 décembre 2010.

Le capital social de ladite société LES REVETEMENTS ALPINS, de 50 000 €, est détenu comme suit :

- La Holding LEMAGNY, à concurrence de 499 parts sociales ;
- Monsieur LEMAGNY, à concurrence de 501 parts sociales

Soit un total de 1 000 parts sociales

2/ Par acte sous seing privé en date à CLAIX du 8 septembre 2010 a été constitué une SARL dont la dénomination est : « HOLDING LEMAGNY » immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 524 787 769.

Ladite société a été constituée pour une durée de 60 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et a pour objet social, l'exercice, en France et à l'étranger, de toutes activités de :

- holding active par la prise de participation dans tous groupements, sociétés ou entreprises, français ou étrangers, créés ou à créer, et ce, par tous moyens, notamment par voie d'apport, souscription ou achat d'actions ou parts sociales, de fusion ou de groupement,
- la gestion de ses participations financières ou capitalistiques, majoritaires ou non et de tous intérêts dans toutes sociétés,
- la direction, l'animation, la gestion, le contrôle et la coordination de ses filiales et participations,
- toutes prestations de services dans les domaines administratif, financier, comptable, informatique, commercial, de la gestion, de l'organisation et de la direction d'entreprises,
- l'acceptation ou l'exercice de tous mandats d'administration, gestion, contrôle, conseil,
- l'étude, la recherche, la mise au point de tous moyens de gestion et l'assistance aux entreprises liées à la société,

- l'acquisition d'immeubles ou droits immobiliers en vue de leur exploitation,
- toutes activités inventives, opérations de recherche et de création dans les domaines industriel, technique, commercial, scientifique ou artistique,
- la gestion de tous droits de propriété industrielle, modèles, dessins, marques et noms commerciaux,
- la gestion centralisée de trésorerie. ,
- la prise d'intérêts dans tous pays et sous quelque forme que ce soit, dans toutes exploitations ou sociétés dont l'objet serait similaire à celui de la présente société, ou de nature à favoriser le développement de celle-ci,

Son capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE EUROS (5 000 €) divisé en 500 parts de 10 euros chacune, détenues en totalité par Monsieur François LEMAGNY.

Monsieur François LEMAGNY entend apporter CINQ CENT parts sociales sur les CINQ CENT UNE parts sociales qu'il détient dans la société LES REVETEMENTS ALPINS, à la société HOLDING LEMAGNY de telle sorte que le capital social de la société HOLDING LEMAGNY sera augmenté du montant de la valeur des titres apportés.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – APPORT

Monsieur François LEMAGNY, soussigné de première part, apporte à la société HOLDING LEMAGNY, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par lui-même, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

-La pleine propriété de CINQ CENTS (500) parts sociales, numérotées de 2 à 502, de la société LES REVETEMENTS ALPINS ci-avant désignée,

Lesdits biens sont estimés à la somme de TROIS CENT SEPT MILLE HUIT CENT DEUX EUROS (307 802 €), arrondie à la somme de **TROIS CENT SEPT MILLE HUIT CENT EUROS (307 800 €)**.

La valeur attribuée aux apports décrits ci-dessus est celle proposée par Madame Isabelle BERLIOZ, désignée en qualité de commissaire aux apports par Monsieur François LEMAGNY, associé unique et gérant de la SARL HOLDING LEMAGNY, et ce, selon rapport annexé au présent contrat.

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur François LEMAGNY est propriétaire des parts sociales apportées depuis la constitution de la société LES REVETEMENTS ALPINS en date du 25 janvier 2006, puis pour avoir bénéficié de l'augmentation de capital social à hauteur de 35 000 € réalisée le 16 juillet 2012.

ARTICLE 3 - REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à 307 800 euros, il sera attribué à l'apporteur 30 780 parts sociales d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

En rémunération des 500 parts sociales de la société LES REVETEMENTS ALPINS apportées et désignées ci-dessus, il sera attribué à « l'Apporteur » 500 parts sociales de la SARL HOLDING LEMAGNY de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 501 à 1 000, majorée d'une prime d'apport égale à :

Prime d'apport = capitaux propres - distribution de dividendes x nbre de parts apportées/nbre de parts total de la société apportée – valeur nominale des nouvelles parts sociales

$653\,608\text{ €} - 38\,004\text{ €} = 615\,604\text{ €} \times 500/1\,000 = 307\,802\text{ €} - 5\,000\text{ €} = 302\,802\text{ €}$ arrondie à 302 800 €.

En conséquence de ce qui précède, le capital social de la SARL HOLDING LEMAGNY sera porté de 5 000 euros à 10 000 euros, divisé en 1 000 parts sociales de dix euros chacune, avec prime d'apport, de 302 800 € réparti comme suit :

- à l'associé unique Monsieur François LEMAGNY,

mille parts.....1 000 parts
Numérotées de 1 à 1 000.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 000 parts sociales.

ARTICLE 4 – DECLARATIONS

« L'Apporteur » fait les déclarations suivantes :

4.1. - Chiffre d'affaires et résultats

Le montant du chiffre d'affaires HT réalisé au cours des trois derniers exercices précédant celui de l'apport s'est élevé à :

pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 : 4 653 877 euros
pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 : 4 150 846 euros
pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009 : 3 310 415 euros

Pour les périodes correspondantes, les résultats ont été les suivants :

pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 : 194 982 euros
pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 : 45 772 euros
pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009 : 38 031 euros

Les livres de comptabilité se rapportant auxdits exercices ont été visés par les parties, et sont tenus à la disposition de la Société pendant trois ans à compter de l'entrée en jouissance.

4.2. - Inscriptions

Les parts sociales apportées ne sont grevées d'aucune inscription de privilège ou nantissement. Au cas où il s'en révélerait, « l'Apporteur » s'engage dès à présent à en rapporter quittance et mainlevée dans les meilleurs délais.

4.3. - Autres déclarations

« L'Apporteur » déclare en outre :

- être de nationalité française et résider habituellement en France ;
- avoir la libre disposition des parts sociales dont s'agit ;
- que toutes les installations du fonds exploité par la société dont les titres sont apportés sont régulièrement installées, en bon état de marche et répondent aux normes d'hygiène, de salubrité et de sécurité en vigueur ;
- que le fonds de commerce de la société dont les parts sociales sont apportées est en conformité avec les lois et règlements en vigueur applicables à l'activité exercée et est à jour de toute autorisation administrative nécessaire à l'exploitation dudit établissement.

Il déclare que les locaux et installations et matériels afférents sont conformes aux normes de sécurité électrique et incendie en vigueur.

- qu'il n'existe aucune interdiction administrative, judiciaire ou autre à l'exploitation ou à l'apport de son fonds de commerce ;
- n'être à ce jour l'objet d'aucune poursuite de quelque nature que ce soit susceptible d'entraver l'exploitation du fonds exploité par la société dont les parts sociales sont apportées;
- qu'en résumé rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la libre disposition de parts sociales apportées et à sa jouissance paisible par la Société bénéficiaire ;
- ne pas être et ne jamais avoir été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;
- ne pas être actuellement et ne pas être susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation de ses biens.

ARTICLE 5 - INTERVENTION DE L'EPOUSE COMMUN EN BIENS DE L'APPORTEUR

L'apporteur déclare que les biens apportés sont des biens communs, qu'il a acquis durant son mariage avec Madame Isabelle COMPARATO épouse LEMAGNY ;

A cet égard, Madame Isabelle LEMAGNY conjoint commun en biens de Monsieur François LEMAGNY, apporteur de biens provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, avertie de l'apport envisagé et avoir reçu une information complète sur cet apport. Un original de cet avertissement est annexé au présent contrat d'apport.

Madame Isabelle LEMAGNY déclare ne pas vouloir être associée et renonce définitivement à revendiquer cette qualité, reconnaissant exclusivement cette qualité à son conjoint pour la totalité des parts sociales émises en représentation des apports effectués.

Toutefois, elle déclare consentir expressément à l'apport en nature effectué par son conjoint, et ce en application de l'article 1424 du Code civil.

ARTICLE 6 - INTERVENTION DU BAILLEUR

Aux présentes intervient la SCI 2F, représentée par Monsieur François LEMAGNY, en sa qualité de propriétaire des locaux dans lesquels est exploité le fonds appartenant à la société LES REVETEMENTS ALPINS et dont les parts sont apportées, et qui déclare avoir été dûment informée du changement de majorité du capital de la société LES REVETEMENTS ALPINS.

ARTICLE 7 – DECHARGE

Les parties déclarent avoir fixé ensemble d'un commun accord et préalablement aux présentes, et sans l'intervention de l'Avocat rédacteur, les modalités principales des présentes, le rédacteur se bornant dès lors à transcrire fidèlement leurs accords.

Les parties donnent décharge entière et définitive au rédacteur des présentes, de sa mission qui a consisté à transcrire fidèlement leurs conventions et le dégagent en outre de toute responsabilité en ce qui concerne l'exactitude de leurs déclarations et énonciations.

Les parties précisent à cet égard qu'elles ont choisi, d'un commun accord, de ne recourir pour la rédaction des présentes et des actes subséquents qu'à l'intervention d'un seul Avocat et avoir été parfaitement informées préalablement de la possibilité de recourir à l'intervention d'un Avocat par partie et qu'elles ont eu communication préalable des présentes afin qu'elle soit à même de solliciter les conseils de praticiens et d'apprécier l'étendue de leurs obligations.

ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION - ELECTION DE DOMICILE

Pour toute difficulté pouvant survenir au sujet du présent acte et de ses suites, les parties attribuent compétence exclusive au Tribunal de commerce du siège de la société dont les titres sont apportés.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur 116 chemin de l'Aragna 38560 JARRIE,
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

ARTICLE 9 – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de « la Société bénéficiaire », qui s'oblige à les payer.

ARTICLE 10 – DECLARATIONS FISCALES

Déclarations relatives aux plus values

L'apporteur déclare placer ledit apport sous le régime du sursis d'imposition prévu à l'article 150-0 B du Code général des impôts.

Déclarations relatives à l'enregistrement

Conformément aux articles 809 et 810 du Code Général des Impôts, le présent apport sera soumis à l'enregistrement et à la perception d'un droit fixe de 375 €.

Affirmation de sincérité.

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ARTICLE 11 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

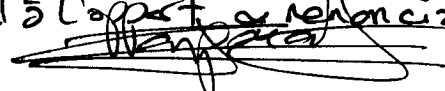
Fait à CLAIX
Le 16 Novembre 2012
En 5 exemplaires

L'Apporteur
Monsieur François LEMAGNY

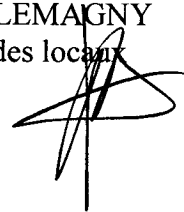


Madame Isabelle LEMAGNY née COMPARATO
« Bon pour accord à l'apport et renonciation à la qualité d'associée »

Bon pour accord à l'apport et renonciation à la qualité d'associée



La SCI 2F
Représentée par Monsieur LEMAGNY
En sa qualité de bailleur des locaux



La société bénéficiaire
La société HOLDING LEMAGNY
Représentée par Monsieur François LEMAGNY



Isabelle BERLIOZ BARBIER
Commissaire aux comptes
Zac du Héron
73110 ROTHERENS

SARL HOLDING LEMAGNY
8 chemin de la Plaine
ZA des Bauches
38640 CLAIX

Rapport du commissaire aux apports
sur la valeur des apports

Monsieur l'associé de la société SARL HOLDING LEMAGNY,

En exécution de la mission, qui m'a été confiée par l'associé unique de la société SARL HOLDING LEMAGNY en date du 14 novembre 2012, concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur François LEMAGNY dans le cadre de l'augmentation de capital, j'ai établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévus à l'article L.223-9 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de contrat d'apport de titre, signé par la personne physique apporteuse concernée le 16 novembre 2012. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Je vous prie de trouver, ci-après, mes constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description de l'apport.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur de l'apport.
3. Conclusion.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1 Contexte de l'opération

Le présent apport de titres envisagé par Monsieur François LEMAGNY vise à augmenter le capital social de la société SARL HOLDING LEMAGNY.

1.2 Présentation des sociétés et des parties et intérêts en présence

1.2.1 Personne physique apporteuse

Le capital social de la société SARL HOLDING LEMAGNY va être augmenté par l'apport des titres que Monsieur François LEMAGNY, demeurant 116 chemin de l'Aragna 38560 JARRIE, détient dans la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS.

1.2.2 Société bénéficiaire SARL HOLDING LEMAGNY

Conformément au projet du contrat d'apport de titres, il est prévu que le capital de la société HOLDING LEMAGNY ayant son siège social Rue Pré Gault, Zone Industrielle, 73420 VOGLANS, soit augmenté de 5 000 € majoré d'une prime d'apport de 302 800 €.

1.2.3 SARL LES REVETEMENTS ALPINS dont les titres sont apportés

La société LES REVETEMENTS ALPINS est une société à responsabilité limitée au capital social de 50 000 €, dont le siège social est 8 Chemin de la Plaine 38640 CLAIX.

Son capital, composé 1000 parts, est détenu par :

- Monsieur François LEMAGNY : 501 parts ;
- SARL HOLDING LEMAGNY : 499 parts.

La société LES REVETEMENTS ALPINS a pour objet social l'exercice en France et à l'étranger, de toutes activités de :

« achat, vente, négoce et pose de tous revêtements de sol et muraux et leurs annexes ; l'importation et l'exportation desdits revêtements ».

1.3 Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de contrat d'apport de titres.

Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport

L'apport est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L.223-9 du code de commerce.

En application des dispositions de l'article 150-O B du code général des impôts, l'apporteur entend bénéficier du sursis d'imposition de la plus-value dégagée à la suite de l'échange des titres respectifs de la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS contre les titres émis au titre de l'augmentation de capital de la société SARL HOLDING LEMAGNY.

En matière de droits d'enregistrement, l'apport donnera lieu au paiement d'un droit fixe, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.

1.3.2. Conditions suspensives

La société SARL HOLDING LEMAGNY aura la propriété et la jouissance des 500 parts sociales SARL LES REVETEMENTS ALPINS apportées à compter de la date de réunion de son assemblée générale extraordinaire appelée à approuver la réalisation définitive des apports.

1.3.3 Rémunération de l'apport

En rémunération de l'apport, il sera attribué à Monsieur François LEMAGNY, 500 parts de 10 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, majorée d'une prime d'apport égale à 302 800 €.

1.3.4 Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4 Présentation de l'apport

1.4.1 Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties.

1.4.2 Description de l'apport

Les titres de la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS, dont l'apport est envisagé à titre d'augmentation de capital de la société SARL HOLDING LEMAGNY, ont été évalués à leur valeur patrimoniale estimée à 307 800 €, soit 615.60 € par part sociale. Ainsi : 500 parts sociales LES REVETEMENTS ALPINS seront apportées par Monsieur François LEMAGNY pour 307 800 €.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.1 Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

J'ai effectué les diligences que j'ai estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ma mission a pour objet d'éclairer l'associé de la société HOLDING LEMAGNY sur la valeur de l'apport devant être effectué par Monsieur François LEMAGNY.

J'ai notamment :

- rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de contrat d'apport de titres ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en me faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale ;

- vérifié que les états financiers de la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS ont été certifiés sans réserve au 31 décembre 2011, date de clôture du dernier exercice social ;
- pris connaissance de l'activité de la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS au regard de la situation comptable 31 octobre 2012 ;
- examiné l'approche d'évaluation mise en œuvre par les parties.

Enfin j'ai obtenu une lettre d'affirmation de la part du dirigeant de la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS me confirmant l'absence, à la date du rapport, d'évènements pouvant grever la consistance des capitaux propres en date du 31/12/2011.

2.2 Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable

L'apport de titres envisagé est effectué par une seule personne physique.

Aux termes du projet de contrat d'apport de titres, les parties sont convenues de retenir la valeur patrimoniale estimée des parts sociales de la SARL LES REVETEMENTS ALPINS en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de ma part.

2.3 Réalité de l'apport

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assurée de la pleine propriété par Monsieur François LEMAGNY des parts sociales de la SARL LES REVETEMENTS ALPINS objet du présent rapport.

2.4 Appréciation de la valeur de l'apport

2.4.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur des parts sociales représentant :

- 50% du capital de la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS.

2.4.2. Détermination de la valeur de l'apport par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant la méthode de l'actif net comptable de la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS.

2.4.3. Valorisation de la SARL LES REVETEMENTS ALPINS

Le présent apport est consenti et accepté pour une valeur de 500 parts sociales apportées, soit une valeur globale nette de 307 800 € (5 000 euros d'augmentation de capital majorée d'une prime d'apport de 302 800 €).


Pour déterminer la valeur d'apport des parts sociales apportées, la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS a été évaluée selon la méthode de l'actif net comptable sur la base des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Ainsi la valeur de la société SARL LES REVETEMENTS ALPINS retenue d'un commun accord par les parties est de 307 800 €.

3. CONCLUSION

Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 307 800 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à Rotherens, le 23 novembre 2012



BERLIOZ BARBIER Isabelle
Commissaire aux apports

Enregistré à : SIE DE GRENOBLE-CHARTREUSE

Le 10/01/2013 Bordereau n°2013/65 Case n°10

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent des impôts

Ext 188

